



**Pour un diplôme équivalent à la  
formation générale des adultes**

**Avis présenté au Conseil supérieur de  
l'éducation dans le cadre de sa  
consultation sur le projet de règlement  
modifiant le Régime pédagogique de la  
formation générale des adultes, tel qu'il  
a été publié dans la *Gazette officielle du  
Québec*, le 20 janvier 2010**

**Par la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)**

**Février 2010**



*La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) représente quelque 175 000 membres, dont près de 100 000 font partie du personnel de l'éducation.*

*La CSQ compte 11 fédérations qui regroupent plus de 230 syndicats affiliés en fonction des secteurs d'activité de leurs membres ; s'ajoute également l'AREQ (CSQ), Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec.*

*Les membres de la CSQ occupent plus de 350 titres d'emploi. Ils sont présents à tous les ordres d'enseignement (personnel enseignant, professionnel et de soutien) de même que dans les domaines de la garde éducative, de la santé et des services sociaux (personnel infirmier, professionnel et de soutien, éducatrices et éducateurs), du loisir, de la culture, du communautaire et des communications.*

*De plus, la CSQ compte en ses rangs 75 % de femmes et 33 % de jeunes âgés de moins de 35 ans.*

Le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) a sollicité la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) pour participer à une consultation sur les modifications proposées relatives aux exigences d'obtention du diplôme d'études secondaires, à la suite de la publication dans la *Gazette officielle du Québec*, le 20 janvier 2010, d'un projet de règlement modifiant le Régime pédagogique de la formation générale des adultes.

Dans un premier temps, nous tenons à indiquer que le projet de règlement annoncé dans la *Gazette officielle du Québec* nous apparaît, dans l'ensemble, satisfaisant. Il suppose, sans aucun doute, un important travail afin de trouver une solution de compromis, sans tomber dans la compromission. En effet, le risque notable qui menaçait le diplôme d'études secondaires (DES) à la formation générale des adultes était d'y instaurer des règles de sanction à ce point différentes et moindres que celles de la formation générale des jeunes qu'elles auraient consacré l'existence de deux catégories de diplômes... et de personnes diplômées.

Il est heureux que les propositions en ce sens aient été mises de côté, et que les positions de compromis avancées, par le CSE, par la CSQ et par la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), aient été prises en compte et largement adoptées.

À notre avis, l'ensemble des propositions liées aux matières obligatoires permettront à la fois de maintenir un niveau équivalent entre le secteur des jeunes et celui des adultes tout en assurant un degré de souplesse acceptable. En ce sens, le nombre et le niveau d'unités exigées dans les cinq matières obligatoires, ainsi que la possibilité d'effectuer un choix de même niveau et dans le même domaine en Univers social et en Mathématique, science et technologie nous semblent répondre adéquatement à ces objectifs.

Cette proposition nous satisfait d'autant plus que, dans l'ensemble de nos publications sur la question, nous nous étions vigoureusement prononcés en défaveur des propositions antérieures visant à pouvoir remplacer les unités obligatoires de ces matières par celles de n'importe quel cours de tout niveau. Toute proposition, en deçà de ce qui est maintenant sur la table, nous apparaîtrait inconcevable.

Pour ce qui est du nombre d'unités obligatoires de 5<sup>e</sup> secondaire, il s'agit essentiellement d'une omission dans la rédaction antérieure du Régime pédagogique : la rectification, conforme au secteur des jeunes, est donc bienvenue. Notons que dans les faits, on passe ainsi de 24 unités de 5<sup>e</sup> secondaire à 20 unités.

Il en est de même quant à la limitation à 36 unités dans le domaine des langues.

Par ailleurs, le fait de parler de 12 unités en langue d'enseignement (plutôt que de six) et de huit unités en langue seconde (plutôt que de quatre) découle simplement du calcul des unités préalables de 4<sup>e</sup> secondaire. Il ne pose donc pas de problème.

Nous soutenons également la prise en considération, comme matières à option, des unités obtenues à la formation professionnelle ou pour une spécialisation professionnelle. Nous soulevons cependant un certain nombre de questionnements à ce sujet.

D'abord, il n'est pas précisé à quel niveau ces unités seraient reconnues, ni si elles seront à option ou obligatoires. À notre avis, il n'est pas clair de déterminer si la mention « parmi les matières à option » signifie que les matières à option seront prises en considération comme unités de 4<sup>e</sup> ou de 5<sup>e</sup> secondaire ou que les unités de diplôme d'études professionnelles (DEP) compteront comme matières à option. Outre une clarification du texte lui-même, il serait pertinent d'ajouter certaines précisions sur ces deux éléments. Interrogé sur la question, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) nous répond qu'elles seront reconnues comme des unités à option de 5<sup>e</sup> secondaire. Est-il plus justifié que les unités issues d'un DEP (de niveau fort variable) soient reconnues comme de 4<sup>e</sup> ou de 5<sup>e</sup> secondaire ?

On propose également qu'un titulaire d'un DEP ou d'une attestation de spécialisation professionnelle (ASP) ayant accumulé les unités de 4<sup>e</sup> secondaire des trois matières de base soit réputé avoir obtenu les huit autres unités obligatoires requises en Univers social (quatre) et en Mathématique, science et technologie (quatre). Nous comprenons l'intention de faciliter l'obtention d'un diplôme complémentaire au DEP, et nous considérons que cette proposition fait partie de l'exercice global de la part du MELS visant à établir un compromis entre l'intégrité du DES et les besoins de certains adultes en formation. Compte tenu de l'ampleur de cet important effort de conciliation des positions, nous exprimerons simplement certains questionnements appelant à un approfondissement.

Quels sont les acquis dont est garant le DES ? La démonstration que représente l'obtention d'un DEP (persévérance, maturité, compétences professionnelles, réussite, etc.) justifie-t-elle l'obtention d'un autre diplôme avec des exigences moindres ? Cette démonstration compense-t-elle ces acquis ? La garantie et la norme sociale que représente le diplôme peuvent-elles fluctuer selon le parcours de l'élève, l'usage qu'il souhaite en faire ou les besoins réels de l'employeur lorsqu'il en fait un critère d'embauche ? Où se situer entre le respect de la norme et un accommodement visant une diplomation plus rapide de certains adultes en formation en fonction de leurs intentions de formation ? L'accommodement proposé se situe-t-il dans une limite acceptable à cet égard ?

On parle maintenant de 4<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> secondaire plutôt que de 2<sup>e</sup> cycle, ce qui élimine l'ambiguïté relative à la 3<sup>e</sup> secondaire. Cela nous semble, par conséquent, un changement pertinent.

On exige maintenant un cours de 4<sup>e</sup> ou de 5<sup>e</sup> secondaire dispensé par un centre d'éducation des adultes plutôt qu'un cours de 5<sup>e</sup> secondaire uniquement. Nous ne contestons pas cette proposition, mais nous considérons que, contrairement aux versions antérieures, il existe une certaine ambiguïté dans le texte quant à savoir si cela s'adresse à tout adulte en formation ou seulement aux élèves en formation professionnelle.

Par ailleurs, le projet de règlement soulève, sans guère de détails, la question de la reconnaissance des acquis en lien avec la sanction des études. Encore une fois, des discussions avec le MELS sont nécessaires pour bien en saisir les implications. Trois outils seront utilisés. Certains examens, comme le Prior Learning Examination (PLE), mèneront à la reconnaissance d'unités obligatoires. Les univers de compétences génériques mèneront à des unités de matières à option. Le General Educational Development Testing Service (GED-TS) mènera, quant à lui, à des unités de matières à option de 5<sup>e</sup> secondaire.

Plusieurs questions doivent être soulevées sur ce sujet parfois délicat. Où serait-il pertinent de préciser ces éléments, avec transparence, pour que des balises claires soient publiées et qu'elles puissent être commentées, tant sur le niveau que sur le type d'unités ? Par ailleurs, il nous apparaît capital, hormis dans le cas d'un examen comme le PLE, que la reconnaissance des acquis se limite aux unités de matières à option. Il faut également s'assurer que les outils de mesure et d'évaluation utilisés sont adéquats et reflètent correctement les acquis dont ils sont censés être garants.

Rappelons, à cet égard, qu'à la formation générale des adultes, selon le Régime pédagogique, il n'est pas obligatoire de suivre le cours correspondant pour l'élève souhaitant se présenter à une épreuve et en obtenir les unités. Il s'agit en soi d'une forme directe et immédiate de reconnaissance des acquis et elle en assure parfaitement la cohérence avec les exigences des programmes sanctionnés.

Par rapport au GED-TS en soi, il faut d'abord rappeler que plusieurs États et institutions contestent son utilisation pour l'obtention d'unités exigées dans le cadre d'un diplôme. Comme le mentionnent certains documents ministériels, cet outil ne correspond pas exactement aux contenus des programmes québécois. Nous appuierons donc son usage pour des matières à option, mais exclusivement pour des matières à option.

Par ailleurs, bien que son niveau semble plus élevé que bien d'autres outils de reconnaissance des acquis, il est difficile de statuer sur la question. Rappelons que plus du tiers des questions sont de 2<sup>e</sup> ou de 3<sup>e</sup> secondaire ; un autre tiers, de 4<sup>e</sup> secondaire, et un dernier tiers, de 5<sup>e</sup> secondaire. Sachant, en outre, qu'il ne s'agit

pas d'une épreuve ministérielle fidèle aux programmes correspondants, les unités reconnues devraient-elles vraiment être de 5<sup>e</sup> secondaire ou plutôt de 4<sup>e</sup> secondaire ?

Enfin, nous accueillons favorablement la période de transition d'un an, pour respecter le choix initial de parcours de formation des élèves adultes, au moment de se lancer dans des études à la formation générale des adultes.

En conclusion, nous souhaitons ardemment que ces nouvelles exigences pour l'obtention du diplôme d'études secondaires à la formation générale des adultes contribueront à la valorisation de la formation générale des adultes et feront en sorte que ce diplôme sera équivalent à celui décerné à la formation générale des jeunes.



Communications

D12106  
Février 2010